



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert sur offres de prix N° 06/2022

Objet :

**Ratissage des bâtiments menaçant ruine au niveau de la
préfecture d'arrondissements d'Al Fida-Mers Sultan à
Casablanca**



Passé en application des dispositions de l'al 2 §1 de l'Article 16 et § 1 de l'article 17 et al 3 § 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I^{er} 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

PREAMBULE

Appel d'offres ouvert sur Offres de prix (séance publique) en application des dispositions de l'al 2 §1 de l'Article 16 et §1 de l'article 17 et al 2 §3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada Ier 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Entre

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Réhabilitation des Bâtiments Menaçant Ruine (ANRUR) représentée par la Directrice Générale de l'ANRUR, désignée ci-après par le terme « Maître d'Ouvrage ».

D'une part

Et

A) Pour les personnes physiques

Je soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,.....

Adresse du domicile élu :.....

Identifiant fiscal :..... ICE.....

Affilié à la CNSS sous le n° :.....

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n°.....

N° de patente

N° du compte bancaire (RIB).....

B) Pour les personnes morales

Je soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la Sté).

Au capital de :

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu

Identifiant fiscal :..... ICE

Affiliée à la CNSS sous le n°.....

Identifiant fiscal : N° de patente.....

Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n°

N° du compte bancaire (RIB).....

C) Groupement

En Application de l'article 157 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, Les concurrents peuvent, de leur propre initiative, constituer des groupements pour présenter une offre unique.

- C.1 : Membre 1 :

Madame, Monsieur : Agissant en qualité de : Au nom et pour le compte de :

- Au capital de :dirhams

- Faisant élection de domicile :

- Inscrit au registre de commerce sous numéro : Ville :

- Affilié à la CNSS sous numéro : ICE :

- Patente n° : Identifiant fiscal n° :

- Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert au nom de la société à :

- C.n : Membre n :

(Servir les renseignements le concernant)

- Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès

Désigné ci-après par "le Prestataire"

D'autre part

Il a été arrêté et convenu ce qui suit



SOMMAIRE

| N° Article | Intitulé | N° Page |
|-------------------|--|----------------|
| 1 | OBJET DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT | 4 |
| 2 | MODE DE PASSATION | 4 |
| 3 | MAÎTRE D'OUVRAGE | 4 |
| 4 | PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 4 |
| 5 | REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX | 4 |
| 6 | CONSISTANCE DES PRESTATIONS | 5 |
| 7 | DELAIS D'EXECUTION | 7 |
| 8 | MOYENS HUMAINS ET MATERIELS A MOBILISER | 7 |
| 9 | LIVRABLES | 8 |
| 10 | DELAJ DE VALIDATION DES RAPPORTS ET RECEPTION | 9 |
| 11 | LANGUE UTILISEE | 9 |
| 12 | PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE | 10 |
| 13 | OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE | 10 |
| 14 | PIECES A FOURNIR AU PRESTATAIRE | 10 |
| 15 | SUIVI DU PROJET | 10 |
| 16 | DOMICILE DU PRESTATAIRE | 10 |
| 17 | NANTISSEMENT | 11 |
| 18 | SOUS-TRAITANCE | 11 |
| 19 | NATURE ET CARACTERE DES PRIX | 11 |
| 20 | CAUTIONNEMENTS ET RETENUE ET DELAI DE GARANTIE | 12 |
| 21 | ASSURANCES - RESPONSABILITE | 12 |
| 22 | ARRET DE L'ETUDE ET RESILIATION DU MARCHE | 12 |
| 23 | PROPRIETE DES RESULTATS | 13 |
| 24 | SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE | 13 |
| 25 | DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT | 13 |
| 26 | MODALITES DE REGLEMENT - STRUCTURE DES PRIX | 13 |
| 27 | PENALITES DE RETARD | 13 |
| 28 | LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION | 13 |
| 29 | MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC | 14 |
| 30 | REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES | 14 |
| 31 | VALIDITE DU MARCHE | 14 |
| 32 | DELAJ DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE | 14 |
| 33 | BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF | 14 |



ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet : **Ratissage des bâtiments menaçant ruine au niveau de la préfecture d'arrondissements d'Al Fida-Mers Sultan à Casablanca.**

ARTICLE 2 : MODE DE PASSATION

Appel d'offres ouvert sur offres de prix (séance publique) lancé en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 3 : MAÎTRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du présent appel d'offres ouvert est l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Réhabilitation des Bâtiments Menaçant Ruine (ANRUR).

ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces suivantes sont incorporées dans l'offre et en constituent partie intégrante :

- L'acte d'engagement dûment rempli et signé ;
- Le présent cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé ;
- L'offre technique du prestataire ;
- Le bordereau des prix-détail estimatif ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés portant sur les prestations d'études et de maîtrises d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le Décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX

Le titulaire du marché est soumis aux textes suivants :

- Le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-12 relative au nantissement des marchés ;
- Dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n° 65-99 relative au code de travail ;
- Les dahirs des 21 mars 1943 et 27 décembre 1944 en matière de législation sur les accidents du travail ;
- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le dahir n°1-03-195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) ;
- Le décret n°2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrises d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (4 juin 2002) ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatif à la commande publique ;
- Arrêté du ministre de l'Économie, des finances et de la réforme de l'administration n° 2678-19 du 6 joumada I 1442 (21 décembre 2020) fixant la nomenclature des pièces justificatives pour le visa des actes d'engagement de dépenses des établissements publics et autres organismes soumis au contrôle préalable ;
- Arrêté du ministre de l'Économie, des finances et de la réforme de l'administration n° 2679-19 du 6 joumada I 1442 (21 décembre 2020) fixant la nomenclature des pièces justificatives du paiement des dépenses des établissements publics soumis au contrôle préalable ou au contrôle spécifique ;

- Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°226/20/DEPP portant organisation comptable et financière de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Réhabilitation des Bâtiments Menaçant Ruine (ANRUR) ;
- Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances N° 20-14 du 8 Kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- La décision du Ministre de l'Economie et des Finances N°1401 DAPE/DEISP/SPC du 29 Mai 2019 fixant le seuil du visa préalable du contrôleur d'Etat de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Réhabilitation des Bâtiments menaçant ruine ;
- Les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le Décret Royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;
- Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations consistent à ratisser **2 000 (Deux mille)** bâtiments menaçant ruine (BMR) au niveau de la préfecture d'arrondissements d'Al Fida Mers Sultan à Casablanca, et ce par :

- L'établissement d'une fiche par bâtiment permettant de dresser son état de dégradation, et de collecter les données socio-économiques y afférentes.
- La géolocalisation de tous les bâtiments concernés.

L'objectif de cette opération de ratissage est d'identifier les bâtiments menaçant ruine qui feront par la suite l'objet d'une opération d'expertise technique bien détaillée.

Les prestations consistent à effectuer les missions suivantes :

MISSION 1 : ELABORATION DE LA METHODOLOGIE D'INTERVENTION

Cette mission consiste en :

- La tenue de réunions de cadrage avec le Maître d'Ouvrage ainsi qu'avec les acteurs locaux concernés ;
- La collecte de l'ensemble des informations découlant des études techniques documentaires et historiques qui s'avèrent souvent très précieuses pour une bonne compréhension du cadre bâti, ses transformations, les contraintes du site, ainsi que les risques présents ;
- La connaissance du territoire objet du présent appel d'offres ouvert : visites, montage photos, contact avec les personnes ressources ;
- L'établissement d'un canevas de ratissage en concertation avec le Maître d'ouvrage, un canevas valide pour tout type de bâtiment (traditionnel, moderne, murs, etc.). De manière générale, ce canevas devra comprendre :
 - Des données générales sur le bâtiment (adresse, typologie, superficie approximative, nombre de niveaux, statuts fonciers, type d'usage, etc.) ;
 - Des données socio-économiques sur les usagers du bâtiment (propriétaire, nombre de personnes, nombre de ménages, statut d'occupation, niveau de solvabilité, etc.) ;
 - Des données sur l'état physique du bâtiment (pathologies, sources de dégradations, Risques, etc.)
- **Réalisation d'un ratissage test** : Le prestataire est tenu de réaliser le ratissage des bâtiments menaçant ruine selon la consistance détaillée dans la mission 2 au niveau de l'une des zones arrêtées, et ce en vue de tester la méthodologie et l'approche adoptée.

La validation des livrables du ratissage test par le Maître d'Ouvrage permettra le démarrage effectif de l'opération du ratissage.

A l'issue de cette étape, le prestataire soumettra à l'approbation du Maître d'Ouvrage un rapport détaillé dans un délai de **Trente (30) jours** francs après notification de l'ordre de service de commencement, contenant les éléments suivants :

- 1- Présentation du projet et ses objectifs ;
- 2- La méthodologie à suivre pour la réalisation des prestations objet de l'appel d'offres ouvert ;
- 3- Les obstacles éventuels ;
- 4- Les moyens à mettre en œuvre pour le bon déroulement de la mission ;
- 5- Les équipes et le chronogramme de répartition des tâches ;
- 6- Planning détaillé de réalisation ;
- 7- Résultats du Ratissage Test.

MISSION 2 : RATISSAGE DES BATIMENTS MENACANT RUINE

Le ratissage des bâtiments menaçant ruine au niveau de la préfecture d'Al Fida Mers Sultan se déroulera comme suit :

1. Collecte des données existantes et Délimitation des zones à ratisser :

Dès le démarrage, le prestataire est amené à produire un rapport englobant les données collectées auprès des acteurs locaux (listes des BMR déjà identifiés, informations sur les occupants de ces BMR, etc.), ainsi qu'une cartographie des zones jugées abritant des bâtiments menaçant ruine et qui feront l'objet de l'opération du ratissage, et ce en concertation avec le Maître d'Ouvrage, et les autorités locales.

2. Identification des bâtiments à enquêter :

En collaborant avec les autorités locales le prestataire est tenu d'identifier et établir une liste des adresses des bâtiments à ratisser au niveau des zones préalablement arrêtées, et ce en réalisant un diagnostic visuel sur terrain permettant d'identifier les bâtiments présentant des dégradations apparentes et qui nécessitent d'être ratissés.

Cette identification sera réalisée sur la base d'une fiche à arrêter en concertation avec le Maître d'Ouvrage. Le prestataire établira les listes et les transmettra au Maître d'Ouvrage au fur et à mesure.

3. Ratissage des Bâtiments menaçant ruine :

3.1. L'établissement des fiches de ratissage

Le prestataire est appelé à mener toutes les analyses et investigations nécessaires afin de collecter les données relatives aux bâtiments concernés. Cette collecte se fera sur la base du canevas arrêté avec le Maître d'Ouvrage, et qui doit contenir les données suivantes :

- Données générales sur les bâtiments :

Il s'agit de collecter les données relatives aux bâtiments à savoir : Situation géographique, Nombre de niveaux, Superficie approximative, Typologie, Matériaux utilisés, Statut foncier, mitoyenneté, etc.

- Données socio-économiques :

Le prestataire est amené à réaliser une enquête sociale afin de collecter un ensemble de données socio-économiques concernant les usagers des bâtiments (Nombre de ménages par bâtisse, informations sur les chefs des ménages, sur les propriétaires), ainsi que des données sur les exploitants des locaux à usage professionnel s'ils existent.

- Données sur l'état physique des bâtiments :

Cette mission consiste en un examen visuel de l'état de dégradation des bâtiments, et cela en vue d'identifier les éléments suivants :

- Pathologies et anomalies existantes ;
- Facteurs de dégradation ;
- Degré de danger ;
- Risques (sur la mitoyenneté, sur les usagers, sur les passants, etc.)

A l'issue de ce constat les bâtiments diagnostiqués seront classés en trois catégories :

- **Danger** : Bâtiment dégradé présentant un danger grave et imminent.

- **Risque** : Bâtiment dégradé ne présentant pas un danger grave et imminent.
- **Facteurs de dégradation** : Bâtiment présentant des défauts mineurs avec présence des facteurs de dégradation (Ex. Réseau d'assainissement dégradé, canalisations d'eau potable dégradées, étanchéité terrasse dégradée.)

NB : Le contractant est amené à proposer d'autres données et indicateurs qu'il juge utiles et pertinents et prendre en considération ceux émanant de la concertation avec le Maître d'Ouvrage.

3.2. Contrôle, analyse et interprétation des données collectées :

Cette étape consiste en le contrôle, l'analyse et l'interprétation des données recueillies, afin d'en produire des conclusions fiables et pertinentes.

3.3. Classement des bâtiments par ordre de priorité :

Les bâtiments seront classés par ordre de priorité en fonction d'une analyse multicritère arrêtée en concertation avec le Maître d'Ouvrage (Danger, Risque, valeur patrimoniale, etc.), afin de pouvoir de bien planifier les opérations d'expertise qui vont venir par la suite. Dans ce cadre le prestataire est tenu d'établir un classement global de ces bâtiments, ainsi qu'un classement par territoire.

3.4. Intégration des données dans un système d'information géographique :

En vue de se conformer avec le système d'information géographique relatif aux bâtiments menaçant ruine en cours d'élaboration par le Maître d'Ouvrage, il est demandé au prestataire de produire une délimitation (polygone fermé) des bâtiments objet du ratissage en format Shapefile, avec des tables d'attributs y attachées, dont le modèle sera communiqué au prestataire ultérieurement. Pour ce faire le prestataire se basera sur les dernières versions des restitutions des sites concernés par le ratissage, et qui seront fournies par le Maître d'Ouvrage.

On note que l'ANRUR dispose d'une liste de **615 BMR** recensés au niveau de la préfecture d'arrondissements d'Al Fida Mers Sultan, sous format Shapefile contenant les attributs suivants :

- Région ;
- Province/préfecture ;
- Commune ;
- Quartier ;
- Adresse ;
- Nb de niveaux ;
- Nb de ménages ;
- Nb des occupants des LUP ;
- Référence foncière.



Ainsi, le prestataire est tenu de :

- Vérifier les données de cette liste des BMR, et remplir les données manquantes ;
- Délimiter géographiquement et remplir les données des nouveaux bâtiments ratissés.

N.B : Une application mobile de collecte de données sur terrain est en cours de développement par le Maître d'Ouvrage, le prestataire pourra être tenu de l'utiliser pour la réalisation du ratissage.

ARTICLE 7 : DELAIS D'EXECUTION

Le délai global du marché, issu de l'appel d'offres ouvert, est fixé à **3 mois**, à compter de la notification de l'ordre de service, prescrivant au prestataire de commencer les prestations.

Ce délai ne prend pas en compte les délais que se réserve le Maître d'Ouvrage pour l'examen et la validation des livrables ainsi que les délais de correction pour le prestataire.

ARTICLE 8 : MOYENS HUMAINS ET MATERIELS A MOBILISER

Le Prestataire mobilisera les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des prestations indiquées ci-dessus.

a. Les moyens humains :

L'équipe, qui sera chargée de l'exécution des prestations du présent appel d'offres ouvert, devra comporter des profils de formation adéquate, permettant de réaliser le travail dans les règles de l'art. Les membres de l'équipe doivent avoir une expérience confirmée dans leur domaine d'intervention et avoir mené des travaux similaires.

L'équipe du projet sera composée de :

- Un Chef de projet Ingénieur en Génie Civil ou Architecte ayant une expérience confirmée dans le traitement des bâtiments menaçant ruine ;
- Un Ingénieur en SIG ou Topographe ayant une expérience confirmée dans les systèmes d'information géographique ;
- Des Techniciens chargés de la supervision des enquêteurs ayant une expérience confirmée dans le traitement des bâtiments menaçant ruine ;
- Des enquêteurs chargés du ratissage sur terrain ayant les compétences techniques nécessaires.

Ledit Chef de projet assurera la supervision de l'exécution de l'opération, ainsi que la formation et l'encadrement de l'ensemble de ses équipes.

Exceptionnellement, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'équipe du prestataire au cours de l'exécution de leur mission.

L'équipe peut également adjoindre d'autres profils jugés nécessaires pour la bonne conduite du projet.

b. Les moyens matériels et logistiques :

Le prestataire mettra à la disposition de ses équipes, tous les moyens matériels et logistiques nécessaires à l'accomplissement de leurs missions y compris, les moyens de télécommunication, de transport et d'hébergement.

ARTICLE 9 : LIVRABLES

Les documents qui seront produits en nombre suffisants en format papier et sur support numérique par le prestataire (signés et cachetés), comprennent :

▪ Mission 1 : Elaboration de la méthodologie d'intervention :

1. **Rapport méthodologique ;**
2. **Shapefile des bâtiments objet du ratissage test ;**
3. **Table d'attributs des bâtiments objet du ratissage test en format XLSX ;**
4. **Présentation Power Point, relative à la méthodologie adoptée et résultats obtenus.**

▪ Mission 2 : Ratissage des bâtiments menaçant ruine :

1. **Rapport de délimitation des zones à ratisser contenant les éléments suivants :**
 - Présentation succincte du phénomène au niveau du territoire concerné ;
 - Données collectées auprès des acteurs locaux (Liste des bâtiments, données sociales, etc.) ;
 - Cartographie des Zones jugées abritant des BMR, et qui feront l'objet de l'opération du ratissage ;
 2. **Listes des bâtiments identifiés lors de la phase « identification des bâtiments à enquêter » ;**
 3. **Rapport regroupant les résultats obtenus, avec illustrations photographiques ;**
 4. **Shapefile des bâtiments ratisés ;**
 5. **Table d'attributs des bâtiments ratisés en format XLSX ;**
 6. **Présentation Power Point, relative aux résultats de la mission 2.**
- **Note de synthèse globale, qui sera élaborée à la fin des missions.**

Le Prestataire, est tenu d'apporter à ses livrables et sans rémunération supplémentaire, toutes les modifications qui seront jugées nécessaires pour leur approbation et ce, à la limite des prescriptions du présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDATION DES RAPPORTS ET RECEPTION

En application du paragraphe 2 de l'article 47 du CCAG EMO, le prestataire avise par écrit l'Agence de la date à laquelle les livrables seront déposés pour validation.

Concernant la mission 1 :

Le Maître d'Ouvrage disposera de cinq (07) jours francs pour valider le rapport de méthodologie, documents et fichiers établis par le prestataire dans le cadre du présent appel d'offres ouvert. Des renseignements et des travaux complémentaires, faisant référence au présent CPS, pourront être demandés au Prestataire pendant le délai de validation, à l'expiration duquel l'Agence pourra soit :

- accepter le rapport, documents et fichiers sans réserve, ce qui impliquera leur approbation ;
- inviter le Prestataire à procéder à des corrections ou améliorations de détail ;
- rejeter le rapport, documents et fichiers pour insuffisance grave.

Dans le deuxième cas, le Prestataire disposera de cinq (5) jours francs pour remettre les documents et fichiers en forme définitive, étant précisé que les frais de reprise des fichiers et documents sont entièrement à la charge du prestataire.

A cet effet, le Maître d'Ouvrage disposera de cinq (07) jours francs pour valider les livrables définitifs.

Concernant la mission 2 :

Le Maître d'Ouvrage disposera de dix (15) jours francs pour valider le rapport de ratissage, documents et fichiers établis par le prestataire dans le cadre du présent appel d'offres ouvert. Des renseignements et des travaux complémentaires, faisant référence au présent CPS, pourront être demandés au Prestataire pendant le délai de validation, à l'expiration duquel l'Agence pourra soit :

- accepter le rapport, documents et fichiers sans réserve, ce qui impliquera leur approbation ;
- inviter le Prestataire à procéder à des corrections ou améliorations de détail ;
- rejeter le rapport, documents et fichiers pour insuffisance grave.

Dans le deuxième cas, le prestataire disposera de cinq (5) jours francs pour remettre les documents et fichiers en forme définitive, étant précisé que les frais de reprise des fichiers et documents sont entièrement à la charge du prestataire.

A cet effet, le Maître d'Ouvrage disposera de cinq (07) jours francs pour valider les livrables définitifs.

Conformément à l'article 49 du CCAG-EMO, la réception provisoire sera prononcée par le maître d'ouvrage après validation des livrables.

Il est à noter que la réception provisoire fera l'objet d'un procès-verbal de réception provisoire.

La réception définitive ne sera prononcée qu'après l'expiration du délai de garantie fixé à une année à compter de la réception provisoire du marché.

Les réceptions seront constatées par des procès-verbaux signés par les soins du maître d'ouvrage dont une copie est notifiée au prestataire.

ARTICLE 11 : LANGUE UTILISEE

Le présent CPS a été rédigé en français qui sera la langue faisant foi pour toute question relative à sa liquidation ou à son interprétation.

La langue de travail pour l'exécution de l'appel d'offres ouvert est le français. Toutefois, les documents, les rapports à produire et les communications à faire par le prestataire doivent être en français et les documents de synthèses en arabe et en français.

ARTICLE 12 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, les documents constitutifs du marché en l'occurrence les pièces expressément désignées à l'article 3 du présent CPS à l'exception du cahier des clauses administratives générales (CCAG-EMO).

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Dans le cadre de l'exécution du marché, issu du présent appel d'offres ouvert, le prestataire doit veiller au respect des lois et règlements en vigueur au Maroc et s'engage à exécuter les prestations objet du présent appel d'offres ouvert dans les règles de l'art, selon des normes et standards professionnels élevés. Il est tenu notamment de :

- Fournir les ressources matérielles et professionnelles nécessaires et les affecter aux prestations prévues contractuellement ;
- Veiller au respect du calendrier arrêté. Tout changement dans le planning d'intervention des équipes affectées à l'exécution des prestations devra être soumis à l'agrément de l'Agence ;
- Appliquer la méthodologie proposée pour les besoins de la mission ;
- Prendre en charge les frais de transport, de déplacement, d'hébergement, de secrétariat, de reproduction, etc. ;
- Remettre à l'Agence toutes les données recueillies, tous les documents utilisés ;
- Etablir et remettre à l'Agence les livrables décrits dans le présent l'appel d'offres ouvert ;
- Apporter aux documents et fichiers provisoires les modifications demandées à la suite des procédures de suivi, de concertation ou d'approbation ;
- Travailler en étroite collaboration avec les différents intervenants du projet. Il devra assister le Maître d'Ouvrage et lui faciliter sa mission durant l'exécution des prestations objet de l'appel d'offres ouvert ;
- Le prestataire est responsable de la fiabilité des constats et de l'exactitude des résultats et assume toute erreur ou faute professionnelle à ce sujet.

ARTICLE 14 : PIECES A FOURNIR AU PRESTATAIRE

Le Maître d'Ouvrage veillera au bon déroulement de l'opération du ratissage des BMR et s'engage à cet effet à mettre à la disposition du prestataire retenu tous les éléments dont il aura besoin pour la bonne exécution des prestations objet du présent appel d'offres à savoir :

- Le découpage Administratif du territoire objet du ratissage ;
- Le plan d'aménagement ;
- Le plan de restitution ;
- La cartographie des titres fonciers ;
- Les périmètres des secteurs à restructurer et des secteurs à rénover définies par le plan d'aménagement ;
- Les cartes d'aptitude à l'urbanisation, dans le cadre de la planification urbaine résiliente.

ARTICLE 15 : SUIVI DU PROJET

Le suivi de l'exécution du marché est confié à un comité de suivi désigné par le Maître d'Ouvrage.

Les membres du comité de suivi seront notifiés au titulaire.

Les tâches confiées au comité et les actes qu'il est habilité à prendre sont :

- Le suivi de la qualité et contrôle des prestations objet du présent appel d'offres ;
- La coordination ;
- La réception des travaux et validation des décomptes.

ARTICLE 16 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou siège social du prestataire mentionné dans l'acte d'engagement, conformément à l'article 17 du CCAG-EMO.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 17 : NANTISSEMENT

Les modalités et les conditions dans lesquelles peuvent être nantis ce marché sont fixées par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par la Directrice Générale de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Réhabilitation des Bâtiments menaçant ruine ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n° 112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Réhabilitation des Bâtiments menaçant ruine, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est destinée à former titre pour le nantissement du marché ;
- Les frais de timbres de l'exemplaire unique susmentionné sont à la charge du Titulaire du Marché.

ARTICLE 18 : SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont celles prévues en application de l'article 158 du décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE 19 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX

- Nature des prix

Le marché qui sera passé suite au présent CPS est à prix unitaire.

Conformément à l'article 34 du CCAG-EMO, les prix du marché comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Ces prix doivent également être considérés comme forfaitaires et tiennent compte de l'ensemble des prestations auxquelles ils s'appliquent, non seulement telles que ces dernières sont définies dans le présent document mais encore telles qu'elles seront réellement exécutées pour aboutir aux documents et autres livrables à remettre par le Prestataire.

Ils tiennent compte également de tous les frais nécessaires pour le transport, l'hébergement et les missions de l'ensemble du personnel employé par le prestataire ainsi que des frais de bureau et autres entraînés par l'exécution des prestations.

- Caractère des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

ARTICLE 20 : CAUTIONNEMENTS ET RETENUE ET DELAI DE GARANTIE

1. Le cautionnement

- Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **20 000.00 DHS (vingt mille dirhams)** ;
- Le cautionnement provisoire peut être saisi dans les cas suivants :
 1. Si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu par le décret N° 2-12-349 précité ;
 2. Si l'attributaire refuse de signer le marché ;
 3. Si le titulaire refuse de recevoir l'approbation du marché qui lui est notifiée dans le délai fixé par l'article 153 du décret N° 2-12-349 précité ;
 4. Si le cautionnement définitif n'a pas été constitué dans les 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché et doit être constitué dans les (30 jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché.

2. La retenue et délai de garantie

a- Retenue de garantie

En application de l'article 40 du CCAG EMO, la retenue de garantie à prélever sur les acomptes est de dix pour cent (10%). Elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7%) du montant initial du marché. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire délivrée par les établissements bancaires autorisés à cet effet ; elle sera libérée après l'expiration du délai de garantie et la réception définitive du marché.

b- Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à **une année (365 jours)**, il est à compter à partir de la réception provisoire du marché.

ARTICLE 21 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Avant tout commencement de l'exécution des prestations du marché, le titulaire devra souscrire toutes les polices d'assurance couvrant tous les risques inhérents à l'exécution du marché, et ce conformément à l'article 20 du CCAG-EMO et tel qu'il a été modifié et complété par le décret 2-05-1434 du 28/12/2005.

ARTICLE 22 : ARRET DE L'ETUDE ET RESILIATION DU MARCHE

a- Arrêt de l'exécution

Conformément à l'article 28 du CCAG-EMO, l'Agence se réserve le droit d'arrêter l'exécution du marché issu de la présente prestation. Dans ce cas-là, le marché est immédiatement résilié sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

b- Résiliation du marché

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n°2.12.349 du 8 Joumada I^{er} 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics et dans les conditions et modalités prévues par les articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

En cas de non-exécution ou de défaillance dans les délais prévus, l'Agence mettra le prestataire en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai minimum de 15 jours. Passé ce délai, si l'exécution des prestations objet du marché n'est pas faite, le marché sera résilié de plein droit, sans indemnités pour le(les) prestataires concernés et ce, en application de l'article 52 du CCAG-EMO.

Par ailleurs, cette clause ne fera pas obstacle à l'application des autres cas prévus par le CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, l'Agence, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 23 : PROPRIETE DES RESULTATS

Les versions définitives des fichiers, documents et rapports de cette prestation restent la propriété de l'Agence et doivent lui être remises. L'Agence se réserve le droit exclusif de disposer de ces fichiers, rapports et documents pour ses besoins propres ainsi que pour ceux des collectivités et organismes concernés.

L'Agence se réserve également la totalité des droits de propriété intellectuelle et ou industrielle découlant des prestations rémunérées dans le cadre de cette prestation. Les fichiers et documents réalisés en vertu du marché qui résultera du présent CPS sont la propriété de l'Agence qui s'en réserve le droit d'exploitation ultérieure. Le Prestataire est autorisé à s'approprier la réalisation de la prestation, devant un public restreint, dans le but de faire état de ses références.

ARTICLE 24 : SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE

Le Prestataire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements et les documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Sans autorisation préalable de l'ANRUR, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à l'ANRUR des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

ARTICLE 25 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Conformément à l'article 6 du CCAG-EMO, le Prestataire est tenu de s'acquitter des droits de timbre et d'enregistrement du marché, tels que ces droits résulteront des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 26 : MODALITES DE REGLEMENT - STRUCTURE DES PRIX

Le paiement sera effectué sur la base d'un décompte provisoire après présentation par le titulaire, aux services concernés du Maître d'Ouvrage, de 3 factures. Ces factures seront établies compte tenu des indications figurant dans le bordereau des prix détail estimatif.

Le règlement sera effectué par virement au Relevé d'Identité Bancaire indiqué dans le préambule, et interviendra après la réception provisoire du marché par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 27 : PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations de l'appel d'offres ouvert, il sera appliqué, à l'encontre du titulaire, une pénalité journalière de 1‰ (un pour mille) du montant du marché et qui sera déduite d'office et sans préavis du décompte des sommes dues au titulaire du marché, issu de cette prestation.

Le montant total de ces pénalités est plafonné à 10 % (dix pour cent) du montant initial du marché modifié ou complété, le cas échéant, des montants des avenants.

ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché qui résultera du présent CPS.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issu de l'appel d'offres ouvert.

ARTICLE 29 : MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige entre l'ANRUR et le prestataire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 53 et 54 du CCAGEMO. Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente de Rabat statuant en matière administrative, conformément à l'article 55 du CCAGEMO.

La loi, qui régit le marché issu de l'appel d'offres ouvert et conformément à laquelle il doit être interprété, est la loi marocaine.

ARTICLE 31 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché qui résultera du présent appel d'offres ouvert ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE 32 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 153 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013, l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'Article 153 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 33 : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

| N° | Désignation des prestations | Unité | Qté | Prix unitaire en DHS HT | Prix total en DH HT |
|----|--|----------|-------|-------------------------|---------------------|
| 1 | Ratissage des Bâtiments menaçant ruine au niveau de la préfecture d'arrondissements d'Al Fida Mers Sultan à Casablanca | Bâtiment | 2 000 | | |
| | | | | TOTAL HT | |
| | | | | TVA 20% | |
| | | | | TOTAL TTC | |

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de :

En chiffre :DHS TTC

En lettre : Dirhams Toutes Taxes Comprises

DERNIERE PAGE

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 06/2022

Passé en application des dispositions de l'al 2 §1 de l'Article 16 et §1 de l'article 17 et al 2 §3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I^{er} 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

**Ratissage des bâtiments menaçant ruine au niveau de la
préfecture d'arrondissements d'Al Fida-Mers Sultan à
Casablanca**

Pour un montant de (en chiffres et en lettres) : Ne pas remplir

| | |
|---|--|
| DRESSE PAR | MAITRE D'OUVRAGE |
| <p>Said WIRANE Directeur du Pôle Stratégie, Etudes, Expertises et Innovation</p> | <p>Amber TITOU Directrice Générale de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Réhabilitation des Bâtiments Menaçant Ruine</p> |
| LE PRESTATAIRE (lu et accepté) | VISÉ PAR LE CONTRÔLEUR D'ETAT DE L'ANRUR |
| APPROUVE PAR L'AUTORITE COMPETENTE | |



Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
et la Réhabilitation des Bâtiments Menaçant Ruine

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Appel d'offres ouvert sur offres de prix
N° 06/2022**

Objet :

**Ratissage des bâtiments menaçant ruine au niveau de la
préfecture d'arrondissements d'Al Fida-Mers Sultan à
Casablanca**



Passé en application des dispositions de l'al 2 §1 de l'Article 16 et § 1 de l'article 17 et al 3 § 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I^{er} 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

| N° Article | Intitulé | N° Page |
|-------------------|--|----------------|
| 1 | OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION | 3 |
| 2 | MAITRE D'OUVRAGE | 3 |
| 3 | CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS | 3 |
| 4 | LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES | 3 |
| 5 | CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS | 3 |
| 6 | COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES | 6 |
| 7 | MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES | 6 |
| 8 | RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES | 6 |
| 9 | REPARTITION EN LOTS | 6 |
| 10 | GROUPEMENTS | 6 |
| 11 | PRIX D'ACQUISITION DU DOSSIER | 7 |
| 12 | DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS | 7 |
| 13 | RETRAIT DES PLIS | 7 |
| 14 | DELAI DE VALIDITE DES OFFRES | 7 |
| 15 | MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES | 7 |
| 16 | CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS | 8 |
| 17 | JUGEMENT DES OFFRES | 8 |
| 18 | PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE | 10 |



ARTICLE 01 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix N°06/2022 ayant pour objet : **Ratissage des bâtiments menaçant ruine au niveau de la préfecture d'arrondissements d'Al Fida Mers Sultan à Casablanca.**

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics. Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret précité. Toute disposition contraire audit décret est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 susmentionné.

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du présent appel d'offres ouvert est l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Réhabilitation des Bâtiments Menaçant Ruine (ANRUR).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret 2.12.349 précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

ARTICLE 04 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentés par les concurrents doivent être établis en langue française.

ARTICLE 05 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

A- Liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret N° 2.12.349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

I- UN DOSSIER ADMINISTRATIF COMPRENANT :

Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- 1- Une déclaration sur l'honneur, établie en un seul exemplaire, comportant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n°2-12-349 précité (**annexe 01**) ;
- 2- Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire ;
- 3- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n°2-12-349 précité.

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n°2-12-349 précité :

1- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

2- Une attestation, ou sa copie certifiée conforme, délivrée depuis moins d'un an, par l'Administration compétente du lieu d'imposition, certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent a été imposé.

3- Une attestation, ou sa copie certifiée conforme, délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret précité ou de la décision du Ministre chargé de l'emploi prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972);

4- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

- Pour les concurrents non installés au Maroc :

1. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes 2, 3 et 4 ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

2. A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

II- UN DOSSIER TECHNIQUE COMPRENANT :

- a- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
- b- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment **la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.**

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir les pièces prévues à l'article 25 du décret n°2-12-349 précité.

III- L'OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations objet du présent appel d'offres aux moyens de compétences adéquates et selon une méthodologie et un plan de réalisation déterminés. A cet effet, ils doivent fournir les documents suivants :

1. **Un rapport méthodologique** dûment signé par le concurrent, relatant la méthodologie à adopter pour appréhender la mission, ainsi que les démarches et les analyses à entreprendre pour réaliser les différentes missions du présent appel d'offres.

Ce rapport méthodologique sera accompagné par un canevas de ratissage des bâtiments menaçant ruine prenant en considération les volets techniques et socio-économiques conformément au CPS.

2. **L'équipe projet :**

- Les curriculum vitae (CV) détaillés (avec expériences datées) et portant la mention " je déclare sur l'honneur, faire partie de l'équipe proposée par pour la réalisation de l'étude. Ces Curriculum doivent être datés et signés par les membres proposés pour l'accomplissement de l'étude et approuvés par le concurrent, en précisant leurs emplois actuels, leurs diplômes et leurs expériences (en termes des projets similaires) et accompagnés d'attestations de référence technique (Conformément au modèle ci-joint en annexe 4) ;
- Copies certifiées conformes aux originaux des diplômes obtenus des chacun des membres
- L'équipe proposée, comme cité dans le CPS, devra comprendre les profils suivants ayant une expérience confirmée dans des missions similaires à celles objet de la présente étude :
 - Un Chef de projet Ingénieur en Génie Civil ou Architecte ayant une expérience confirmée dans le traitement des bâtiments menaçant ruine ;
 - Un Ingénieur en SIG ou Topographe ayant une expérience confirmée dans les systèmes d'information géographique ;
 - Des Techniciens chargés de la supervision des enquêteurs ayant une expérience confirmée dans le traitement des bâtiments menaçant ruine ;
 - Des enquêteurs chargés du ratissage sur terrain ayant les compétences techniques nécessaires.

Ledit Chef de projet assurera la supervision de l'exécution de l'opération, ainsi que la formation et l'encadrement de l'ensemble de ses équipes.

IV- L'OFFRE FINANCIERE

Elle comprend les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement ; **(Conformément au modèle ci-joint en annexe 2)**
- Le bordereau des prix détail estimatif. **(Conformément au modèle ci-joint en annexe 3)**

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix détail estimatif, il sera fait application des dispositions prévues à l'article 27 du décret n°2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013).

Pour l'établissement du bordereau des prix détail estimatif et sous peine d'élimination, les concurrents doivent respecter la structure des prix telle que prévue à l'article 32 du CPS.

B- PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- Le numéro de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- L'objet de l'appel d'offres ouvert,
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;



- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient trois (3) enveloppes distinctes comprenant :

1. **La première enveloppe** : contient les pièces du dossier administratif, technique et le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé avec la mention « lu et accepté » à la dernière page par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif et technique » ;
2. **La deuxième enveloppe** : contient l'offre financière du concurrent. Cette enveloppe doit être fermée, cachetée et porte de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière ».
3. **La troisième enveloppe** : contient l'offre technique du concurrent. Elle doit être fermée, cachetée et porte de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre technique ».

Les trois enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet de l'appel d'offres ouvert ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis.

ARTICLE 06 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix détail estimatif ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 07 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 du décret n°2.12.349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres ouvert. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres ouvert, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré et téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents avant la date prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres ouvert.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions du §2-1 de l'article 20 du décret n°2.12.349 précité.

ARTICLE 08 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'article 19 paragraphe 3 du décret n°2.12.349 précité, le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la première parution de ce dernier dans l'un des supports prévus par la réglementation et peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics et ce jusqu'à la date limite de remise des offres.

ARTICLE 09 : REPARTITION EN LOTS

Le présent règlement de consultation concerne un appel d'offres ouvert lancé en lot unique.

ARTICLE 10 : GROUPEMENTS

Les groupements sont soumis aux dispositions de l'article 157 du décret n° 2-12-349.

ARTICLE 11 : PRIX D'ACQUISITION DU DOSSIER

Les dossiers d'appel d'offres sont remis gratuitement aux concurrents.

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 31 du décret n° 2-12-349, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;
- Soit transmis, par voie électronique, au maître d'ouvrage via le portail marocain des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres ouvert pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le Maître d'Ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret n° 2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2.12.349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 19 du décret n°2.12.349 précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du décret n°2.12.349 précité.

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret précité, les concurrents restent engager par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis. Si, la commission de l'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prolongation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 15 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18-I paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doit être exprimée les prix des offres présentées par les concurrents. Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en euro ou dollar

américain. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 16 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

Conformément aux articles 36, 38 et 39 du décret n°2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), la commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations, objet de l'appel d'offres ouvert, et au vu des éléments contenus dans le dossier administratif, technique et l'offre technique.

ARTICLE 17 : JUGEMENT DES OFFRES

La procédure de jugement des offres se déroulera en quatre phases :

Phase 1 : Analyse préliminaire des dossiers administratifs et techniques

Cette analyse tend à s'assurer de la conformité des propositions par rapport aux stipulations du cahier des prescriptions spéciales, du règlement de la consultation du présent appel d'offres ouvert et de la réglementation en vigueur. Elle concerne notamment le dossier administratif et le dossier technique qui sera examiné avec soin. Cette analyse doit se conformer aux dispositions de l'article 36 du décret n° 2-12-349.

Phase 2 : Analyse des offres techniques

Ne seront prises en compte lors de cette étape que les offres ayant été retenues à l'issue de la première phase.

La commission procédera à huis clos, à l'analyse des offres techniques sur la base des critères suivants ;

- La qualité de la méthodologie proposée ;
- L'équipe proposée pour la réalisation des prestations.

Le système de notation relatif aux critères susvisés est présenté ci-après :

Une note technique (N_t) sur 100 sera attribuée à chaque concurrent et calculée selon le barème suivant :

| 1. METHODOLOGIE D'APPROCHE ET CHRONOGRAMME : (40 pts) | | |
|--|--------------|----------|
| a- Méthodologie d'approche | | |
| Présentation du projet et ses objectifs | 6 pts |/20 |
| La méthodologie à suivre pour la réalisation des prestations | 8 pts | |
| Les obstacles éventuels et recommandations | 6 pts | |
| b- Organigramme et chronogramme d'intervention | | |
| Les moyens à mettre en œuvre pour le bon déroulement de la mission | 8 pts |/20 |
| Les équipes et le chronogramme de répartition des tâches | 6 pts | |
| Planning détaillé de réalisation des prestations | 6 pts | |
| Total N1 | |/40 |

| 2. L'EQUIPE DU PROJET (N2) : (60 pts) | | | |
|---|--|-------------------------|----------|
| a- Chef du projet : Ingénieur en Génie Civil ou Architecte (Ne1) | | | |
| Expérience professionnelle en Bâtiments menaçant ruine | Sup à 6 ans | 15 pts |/15 |
| | 4 et 6 ans | 10 pts | |
| | 1 et 3 ans | 5 pts | |
| | Inférieur à 1 an | 0 pts | |
| b- Ingénieur en SIG ou Topographe : (Ne2) | | | |
| Expérience professionnelle en SIG | Sup à 4 ans | 10 pts |/10 |
| | 3 à 4 ans | 7 pts | |
| | 1 à 2 ans | 3 pts | |
| | Inférieur à 1 an | 0 pts | |
| c- Techniciens superviseurs : (Ne3) | | | |
| Expérience professionnelle en Bâtiments menaçant ruine | Nbr de techniciens ayant une expérience supérieure à 6 ans | 4 points par technicien |/20 |
| | Nbr de techniciens ayant une expérience de 5 à 6 ans | 3 points par technicien | |
| | Nbr de techniciens ayant une expérience de 3 à 4 ans | 2 points par technicien | |
| | Nbr de techniciens ayant une expérience de 1 à 2 ans | 1 point par technicien | |
| | Nbr de techniciens ayant une expérience inférieure à 1 an | 0 points par technicien | |
| La note des techniciens (Ne3) est dans la limite de 20 points | | | |
| d- Enquêteurs : (Ne4) | | | |
| La note = 0.5*Nombre des enquêteurs Dans la limite de 15 points | | |/15 |
| Total N2 | | |/60 |

N.B :

Seuls les concurrents ayant totalisé une note technique Nt supérieure ou égale à 60 points seront retenus pour la suite du jugement. Les concurrents ayant une note inférieure à 60 seront écartés.

La note technique est : $NT = N1 + N2$

Phase 3 : Evaluation financière

L'examen des offres financières concerne les seuls candidats ayant été retenus suite à l'examen des offres techniques.

La proposition la moins chère sera attribuée d'une note financière de 100 et les autres propositions des notes financières inversement proportionnelles à leur montant.

Chaque offre financière sera attribuée une note financière (NF) selon la formule ci-dessous :

$$NF = 100 \times \frac{\text{Montant de l'offre la moins distante}}{\text{Montant de l'offre considérée}}$$



Phase 4 : Evaluation Globale

La note globale NG sur 100 s'obtiendra par la formule suivante :

$$NG = 0,7 \times Nt + 0,3 \times Nf$$

A l'issue de cette étape, l'offre qui sera retenue est celle ayant obtenu la note globale NG la plus élevée.

Les notes techniques et financières obtenues par les concurrents seront pondérées respectivement par des coefficients de 70 et 30 pour déterminer la note Globale NG (Technico-Financière)

$$\text{Note Globale (NG)} = 0,7 \times \text{Note Technique (NT)} + 0,3 \times \text{Note Financière (NF)}$$

Le concurrent ayant obtenu la note technico-financière (NG) la plus élevée sera désigné attributaire du marché.

ARTICLE 18 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions du décret des marchés publics, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de 15 %.

En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres ouvert, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés doivent accompagner leur pli contenant l'offre financière le contrat du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement le cas échéant l'offre total sera majoré à 15%.



DERNIERE PAGE

Règlement de consultation

Appel d'offres ouvert sur offres de prix (séance publique) en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

AOO N°06/2022

**Ratissage des bâtiments menaçant ruine au niveau de la
préfecture d'arrondissements d'Al Fida-Mers Sultan à
Casablanca**

PRESENTE PAR

Maître d'ouvrage 

Azhar KITOU

Directrice Générale de l'Agence Nationale
pour la Rénovation Urbaine et la
Réhabilitation des Bâtiments Menaçant Ruine

Rabat, le.....



ANNEXE N°01 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Mode de passation : passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix N°06/2022 en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

- Objet de l'AOO :

A- Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Numéro de téléphone numéro de Fax :

Adresse électronique :

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,.....

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° : N° de patente.....

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n°.....

N° du compte bancaire courant postal- bancaire ou à la T.G.R.....(RIB)

B – Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Numéro de téléphone numéro de Fax :

Adresse électronique :

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société).

Au capital de :

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu

Affiliée à la CNSS sous le n°..... N° de patente.....

Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n°

N° du compte bancaire courant postal- bancaire ou à la T.G.R (1) (RIB), en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur :

1- m'engager à couvrir dans les limites fixées dans cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2- que je remplis les conditions prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013), relatif aux marchés publics ;

3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (1).

4- m'engager si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous- traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif au marché publics précité ;

- que celle- ci ne peut dépasser 50% du montant, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues par le cahier des prescriptions spéciales, ni celles sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;

- A confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc (2) ;

5- m'engager à ne pas recourir par moi- même ou par personne interposées, à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution ou du présent marché.

6- m'engager à ne pas faire, par moi- même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.

7- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 168 du décret n° 2.12.349 précité.

8- Certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

9- reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 décret n° 2.12.349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

1) A supprimer le cas échéant.

2) Lorsque le CPS le prévoit.

3) (*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.



A- Partie réservée à l'administration

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n°06/2022..... du (1)

Objet :

En application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 2 de l'article 17 et alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

B- Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (2), soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Numéro de téléphone numéro de Fax :

Adresse électronique :

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,.....

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° :

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n°.....

N° de patente

N° du compte bancaire courant postal- bancaire ou à la T.G.R.....(RIB)

b) Pour les personnes morales

Je (2), soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Numéro de téléphone Numéro de Fax :

Adresse électronique :

Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société).

Au capital de :

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu

Affiliée à la CNSS sous le n°.....

Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n°

N° de patente

N° du compte bancaire courant postal- bancaire ou à la T.G.R..... (RIB), en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) rejets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant hors T.V.A.:(En lettres et en chiffres)

Montant de la T.V.A. (20 %): (En lettres et en chiffres)

Montant y compris T.V.A. : (En lettres et en chiffres)

L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte..... (À la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert (à mon nom ou au nom de la Société) à..... (Localité).

Fait àle

(Signature et cachet du prestataire)

(1) Indiquer la date d'ouverture des plis.

(2) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

a) Mettre : « Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement / ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes).

b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons, prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

c) Préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement solidaire.



ANNEXE N°03 : MODELE DU BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

| N° | Désignation des prestations | Unité | Qté | Prix unitaire en DHS HT | Prix total en DH HT |
|----|---|-----------------|--------------|-------------------------|---------------------|
| 1 | Ratissage des Bâtiments menaçant ruine au niveau de la préfecture d'arrondissements d'Al Fida Mers Sultan à Casablanca | Bâtiment | 2 000 | | |
| | | | | TOTAL HT | |
| | | | | TVA 20% | |
| | | | | TOTAL TTC | |

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de :

En chiffre :DHS TTC

En lettre : Dirhams Toutes Taxes Comprises

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.

**Fait à..... le.....
(Signature et cachet du concurrent)**



ANNEXE N°04 : MODELE DE REFERENCES TECHNIQUES

MODELE DE REFERENCES TECHNIQUES POUR DES PROJETS DONT LES TRAVAUX ONT ETE REALISES PAR LE BET, D'IMPORTANCE ET DE COMPLEXITE SIMILAIRES A CELLES DES PROJET OBJET DU PRESENT APPEL D'OFFRES

| Désignation du projet | Lieu de réalisation | Maître d'ouvrage et Maître d'œuvres | Caractéristiques du Projet | | | |
|-----------------------|---------------------|-------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|--|-------------------|
| | | | Date de commencement des études | Délai d'exécution contractuel (mois) | Date de réception provisoire ou définitive | Montant du Marché |
| | | | | | | |

*Il sera joint à ce tableau toute pièce justificative utile
(Copies des attestations délivrées par les Maîtres
d'Ouvrages ou hommes de l'art correspondant aux
références susvisées)*

